

# Des mouvements populaires dans la rue

**CLAUDE PLANTE**  
clau.de.plante@tribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — Le budget provincial présenté hier n'a rien pour calmer la grogne qui sevit dans les rangs des mouvements populaires et étudiants depuis plusieurs mois. Même qu'il a tendance à l'amplifier.

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, n'avait pas encore fini de lire son discours que les représentants des divers groupes de Solidarité populaire Estrie prenaient la rue pour une manifestation, la deuxième de la journée à Sherbrooke, contre la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ en cinq ans.

Le tout s'est déroulé sous surveillance policière. Même qu'une autopatrouille du Service de police de Sherbrooke était stationnée pas très loin du 187 de la rue Laurier, comme si les

autorités s'attendaient à une marche dans la rue.

Cette présence policière a

quelque peu surpris les organisateurs de la rencontre de visionnement du budget Bachand qui



Le traditionnel rendez-vous des groupes communautaires au 187 rue Laurier s'est tenu, hier, pour écouter le budget Bachand.

précédait la manifestation.

Malgré les manifestations et les gestes d'éclat des dernières semaines, ce budget maintient donc la hausse des droits de scolarité. « C'est insultant pour nous, les étudiants », lance Isabelle Houle, porte-parole de l'Association générale des étudiantes et étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEEFLSH). « Ce n'est pas surprenant de voir que le ministre Bachand ne reculait pas, mais il n'a aucunement tenu compte de nos recommandations. Ça ne va pas arrêter notre mouvement, au contraire. »

Pour Olivier Mercier, de l'association étudiante du Cégep de Sherbrooke, ce budget met même la table pour la manifestation de demain à Montréal. « Nous serons 270 000 en grève. C'est un mouvement sans précédent au Québec », assure-t-il.

« Il y a des investissements en éducation dans ce budget, mais c'est avec l'argent de la hausse des frais de scolarité. Ce n'est pas équitable! »

La manif d'hier après-midi n'était pas nécessairement spontanée, avoue-t-on, mais on a au moins laissé le temps au ministre de dévoiler les grandes lignes de son budget avant d'investir la rue avec des pancartes et des banderoles.

« Il n'y a rien pour les pauvres dans ce budget, tranche Normand Couture, de l'Association des locataires de Sherbrooke. La classe moyenne va y goûter et il favorise les plus riches. »

Le discours du ministre Bachand avait mal commencé aux yeux des dizaines de personnes entassées dans le local de Solidarité populaire Estrie. Surtout quand il a parlé de l'« indice du bonheur des Québécois » qui serait à la hausse. Les premières phrases de son allocution en ont fait soupirer plusieurs.

« C'est clairement un budget électoraliste », mentionne Marcel Pinard, représentant de l'Association des retraités de l'éducation du Québec (AREQ). « On annonce des mesures pour les aînés, mais elles seront effectives en 2017. Le gouvernement pense que les gens vont arrêter de vieillir? »

L'environnementaliste André Nault n'a pas non plus donné une bonne note à ce budget. « L'environnement représente 0,3 pour cent du budget. En 2011, ce poste budgétaire était à 0,32 pour cent. Ça a donc reculé », analyse-t-il.

## Sur le pont Jacques-Cartier

Plus tôt en après-midi, des étudiants avaient bloqué le pont Jacques-Cartier quelques minutes, alors qu'ils prenaient part à une manifestation organisée en prévision du dépôt du budget provincial. Sur l'heure du midi, certains manifestants ont marché sur toute la largeur des voies et se sont assis sur le pont, obligeant le Service de police de Sherbrooke (SPS) à dévier des véhicules vers d'autres artères.

Des étudiants du Cégep de Sherbrooke, de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'UdeS et du Cégep Saint-Jean-sur-Richelieu ont pris part à la manifestation. Elle était organisée par la MASSE (Mobilisation des associations solidaires du sud-est), un conseil régional de la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).

Le groupe a quitté l'UdeS vers midi pour se rendre au bureau de circonscription du premier ministre Jean Charest, également député de Sherbrooke, afin de déposer symboliquement son propre budget.

— Avec Isabelle Pion

### LE LUXE D'UNE DÉCISION BIEN PRISE.

OBTENEZ UN TAUX ANNUEL AUSSI BAS QUE

# 0%

POUR UN TERME MAXIMAL DE 48 MOIS AU FINANCEMENT À LA LOCATION\* OU À L'ACHAT\*\*

APPLICABLE À LA PLUPART DES VÉHICULES 2012 NEUFS

PLUS

LES MEMBRES COSTCO ADMISSIBLES OBTIENNENT UN RABAI ADDITIONNEL DE

# 1 000 \$\*\*

### LINCOLN MKX 2012 À TRACTION INTÉGRALE

Moteur V6 de 3,7 L développant 305 ch\* Système MyLincoln Touch™ / Sonar et caméra de recul Démarrage à bouton-poussoir Phares adaptatifs avec lampe à décharge

Louez ce véhicule pour aussi peu que

## 498 \$

par mois au taux d'intérêt annuel de 0,91% pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 7 799 \$ Aucun dépôt de sécurité\*

### LINCOLN MKZ 2012 À TRACTION AVANT

Comprend l'ensemble décor sport avec : Jantes de 18 po en aluminium poli Calendrier spécifique Ensemble de garnitures intérieures en aluminium Sièges chauffants/refroidissants

Louez ce véhicule pour aussi peu que

## 388 \$

par mois au taux d'intérêt annuel de 0,91% pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 5 199 \$ Aucun dépôt de sécurité\*

Redes en contrôle avec la traction intégrale intelligente aussi disponible.

### LINCOLN MKS 2012 À TRACTION INTÉGRALE AVEC MOTEUR ECOBOOST™

Moteur V6 de 3,5 L développant 355 ch\* Bridge intelligent / Sièges garnis de cuir Bridge de Weir™ / Démarrage à bouton-poussoir Stationnement actif livrable

Louez ce véhicule pour aussi peu que

## 587 \$

par mois au taux d'intérêt annuel de 0,91% pour un terme de 48 mois moyennant un acompte de 7 399 \$ Aucun dépôt de sécurité\*

BEAUCHE AUTO (3966) 416 76-400 BEAUCHE/EST	481 FORD LINCOLN JOLLETTE 416 76-790 JARVILLE	FORD LINCOLN QUINBE 416 80-777 MONTRÉAL	OSTROVY FORD 416 84-1117 BROSSARD	MORAND FORD LINCOLN 416 76-790 SAINT-CATHERINE	DES LAURENTIDES FORD 416 48-224 SAINT-JEROME	YVES-MICHEL FORD LINCOLN 416 76-790 TROIS-RIVIERES	DUPOURTALE FORD 416 76-4100 SHERBROOKE	DEBAGNON AUTO CITE 416 76-4100 COMBESVILLE
MONTEBENOY FORD LINCOLN 416 76-790 BROSSARD	444 FORD LINCOLN 416 48-4000 LAVAL	LE CERCLET FORD LINCOLN 416 314-0700 MONTRÉAL	VAL ESTRE FORD LINCOLN 416 443-4444 SHERBROOKE	BARIL FORD LINCOLN 416 773-7676 SAINT-HYACINTHE	AUTO REJEAN 416 416-1111 SAINT-HUBERT	HARRY BRINGUETTE ADJOINTES 416 936-0111 SILE D'OR	DESJARDINS AUTO COLLECTIVE 416 416-4141 QUÉBEC	

Les véhicules Lincoln peuvent être dotés d'équipements optionnels. Les concessionnaires peuvent vendre ou louer à prix moindres. Les offres s'adressent à des particuliers admissibles uniquement, sur approbation du crédit par Credit Ford. Certains clients pourraient ne pas être admissibles au taux d'intérêt annuel de 0,91%. Les offres excluent les frais d'immatriculation, les assurances, le plein de carburant, l'inscription au 20/20M (pour les véhicules loués ou financés), la taxe écologique sur les pneus neufs, la TPS et la TVA, les frais pour insufflation de protection de capot moteur, l'usage excessif et les frais de retard de paiement. Tous les prix sont exprimés à partir du prix de détail suggéré par le constructeur (MSRP). Ces offres sont d'une durée limitée et peuvent être annulées en tout temps sans préavis. Pour obtenir tous les détails, consultez votre concessionnaire Ford, ou appelez le Centre des relations avec le client Ford au 1 800 365-3675. \*Obtenir un taux de financement de 0% à l'achat d'un véhicule Lincoln 2012 neuf garnis les suivants: MKX à traction intégrale / MKZ à traction avant / MKS à traction intégrale avec moteur EcoBoost pour un terme maximal de 48 mois. Un acompte sur les offres de financement à l'achat pourrait être exigé en fonction de l'approbation du crédit par Credit Ford. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix à l'achat. \*\*Obtenir un taux d'intérêt annuel de 0% à la location d'un véhicule Lincoln 2012 neuf garnis les suivants: MKX à traction intégrale / MKZ à traction avant / MKS à traction intégrale avec moteur EcoBoost pour un terme maximal de 48 mois sur approbation du crédit par Credit Ford. Louez un véhicule d'une valeur de 40 000 \$ / 39 500 \$ / 34 400 \$ à un taux d'intérêt annuel de 0% pour un terme maximal de 48 mois, la mensualité exigible, dans le cas où un acompte de 7 799 \$ / 5 199 \$ / 7 399 \$ est versé ou qu'un véhicule d'une valeur équivalente est offert en échange, sans le 498 \$ / 388 \$ / 587 \$, pour une obligation totale de 17 799 \$ / 21 625 \$ / 25 525 \$ et le valeur de rachat optionnel sans de 17 000 \$ / 20 750 \$ / 24 650 \$. Les frais de location sont de 0 \$ ou 0,91%. Ces offres incluent une allocation financière de 0 \$ / 1 000 \$ / 1 000 \$ et 0,91% en moyenne durant tout le terme de la location. Les taxes sont exigibles sur le montant total du prix de financement à la location, après déduction du coût de location. Certaines conditions et une limite de 10 000 \$ / 14 000 \$ / 14 000 \$ s'appliquent sur une période de 48 mois. Capitaux: un coût de 200 \$ par kilomètre, plus les taxes applicables. S'applique au-delà de la période promise. \*Offre offre est en vigueur du 1<sup>er</sup> février 2012 au 31 mars 2012 à la période de l'offre \*) seulement si l'acheteur aux résidents canadiens membres en règle de Costco, en date du 31 janvier 2012 ou avant. Profit de cette offre aux membres de Costco de 1 000 \$ CAN de rabais à l'achat ou à la location d'un MKS 2012 neuf ou de la plupart des véhicules Lincoln 2012 neuf (certaines offres « véhicule admissible »). Le véhicule neuf doit être livré ou commandé à l'heure par votre concessionnaire Lincoln participant durant la période de l'offre. Cette offre n'est valable que chez les concessionnaires participants et est assujettie à la disponibilité des véhicules, et peut être annulée ou modifiée en tout temps sans préavis. Une seule offre est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule admissible par membre admissible de Costco, jusqu'à concurrence de deux (2) véhicules par membre de membre de Costco seulement. Cette offre est transférable aux personnes vivants dans le même foyer qu'un membre admissible de Costco. Cette offre peut être combinée à la plupart des offres aux consommateurs telles que Ford du Canada Limited, sauf au moment de la commande à l'achat de véhicule doit être commandé durant la période de l'offre, soit au moment de la livraison, mais non des deux. Les taxes s'appliquent avant la déduction de 1 000 \$ CAN. \*Dotation obtenue en utilisant du carburant super sans plomb. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 2<sup>nd</sup> avril 2012, aucun dépôt de sécurité n'est exigé à la location d'un véhicule Lincoln 2012 neuf (certaines taxes incluses, sur approbation du crédit par Credit Ford). Un dépôt de sécurité pourrait être exigé par Credit Ford selon les termes et conditions du crédit à l'achat. \* La déduction du conducteur peut occasionner la perte de maîtrise du véhicule. Multis: les violations véhicules et autres appareils, même sans dotes de la commande vocale, qui ne respectent pas les conditions sont sécuritaires. Certaines fonctions exigent l'emploi d'appareils mobiles compatibles - consultez www.lincolncanada.com pour obtenir la liste des téléphones cellulaires, lecteurs multimedia et fonctions compatibles. Certaines fonctions ne sont pas accessibles lorsque les véhicules sont engagés. © 2012 Ford du Canada Limited. Tous droits réservés.

**Assemblée générale annuelle de Handi Apté, le lundi 26 mars 2012 au pavillon du parc Bureau, 925, rue Walsh, Sherbrooke. Confirmez votre présence au 819 562-8877, poste 0.**

Printed and distributed by NewspaperDirect  
www.newspaperdirect.com US: Can. 1 877 880 4040 info: 800 634 6344  
COPYRIGHT AND PROTECTED BY APPLICABLE LAW

# Rien pour les étudiants

PASCALE BRETON

**MONTREAL** — Sans surprise, le budget Bachand maintient la hausse des droits de scolarité et n'ajoute rien de plus pour les étudiants. Ces derniers répliquent en promettant une mobilisation encore plus forte de leurs troupes.

« La décision est prise, elle est irrévocable », a déclaré le ministre des Finances, Raymond Bachand, en présentant son budget, hier.

Le ministre Bachand a aussi fermé la porte à la proposition des recteurs de recourir à un médiateur afin de dénouer la crise. « C'est difficile de s'asseoir avec quelqu'un qui, en partant, dit : moi, c'est le gel », a fait valoir le ministre.

Si M. Bachand se défend de mettre la table à un affrontement avec les étudiants en déposant ce budget, les organisations étudiantes voient les choses différemment. Elles ont d'ailleurs tenu un sit-in hier, devant l'Assemblée nationale, pendant que le ministre présentait son budget.

## « Une arrogance »

« On se serait attendus à ce que le gouvernement essaie de scier les jambes du mouvement en proposant au moins quelque chose en ce qui concerne la gestion universitaire, l'aide financière aux études. Il n'en est rien. Ça démontre une arrogance sans précédent », estime la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

« Le gouvernement libéral cherche la guerre. Si c'est ce qu'il cherche, on va lui livrer bataille », a renchéri le président de la Fédération étudiante

collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, en promettant une mobilisation accrue dans les cégeps.

« Les libéraux viennent de démontrer qu'ils n'ont absolument rien à faire des demandes de la population. C'est regrettable », a quant à lui déploré le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, en rappelant que de plus en plus de citoyens appuient les étudiants.

## Hausse du budget de l'éducation de 2,2 %

Avec une somme additionnelle de 341,9 millions cette année, le budget de l'éducation croît par ailleurs de 2,2 % pour atteindre tout près de 16 milliards.

En tenant compte des sommes versées en cours d'année pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants dans les universités plus élevé que les prévisions et pour la francisation des immigrants, de même que de l'effort supplémentaire demandé aux commissions scolaires, il s'agit d'une augmentation de 4,1 %.

Le budget Bachand chiffré en effet à 100 millions la contribution qui sera exigée des commissions scolaires. Elles devront réduire leurs dépenses administratives ou puiser dans leurs surplus.

Cette annonce a fait bondir la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) qui a déjà absorbé des compressions importantes au cours de la dernière année.

La FCSQ évalue d'ailleurs à 150 millions pour la totalité de l'année scolaire cette nouvelle contribution demandée.

(La Presse)

MANIFESTATION NATIONALE DES ÉTUDIANTS À MONTRÉAL

# Au moins 26 autobus de Sherbrooke

ISABELLE PION

isabelle.pion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — Des centaines de personnes de l'Estrie, tant des étudiants, des représentants syndicaux que des membres de groupes communautaires prendront part à la manifestation nationale, aujourd'hui, qui se déroule à Montréal afin de protester contre la hausse des droits de scolarité.

Au moins 26 autobus vont partir de Sherbrooke ce matin, selon le responsable des affaires externes à l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke (AECS), Olivier Mercier. En fait, en fin de journée hier, il devenait difficile d'organiser du transport en commun tant les participants étaient nombreux. Dénicher des autobus était une tâche ardue. « Il va aussi y avoir beaucoup de covoiturage », souligne-t-il en se réjouissant de cette mobilisation estrienne.

Du côté de l'AECS, environ 500 personnes devaient participer à cet immense rassemblement prévu depuis quelques semaines déjà. « Je pense que ça va se passer dans le calme et dans l'ordre », a fait valoir le représentant de l'AECS, interrogé sur les coups d'éclat qui



Des étudiants ont parsemé des centaines de petits carrés rouges dans le terre-plein à l'angle du boulevard de Portland et de la rue Queen-Victoria, hier, à la veille de la manifestation nationale qui aura lieu aujourd'hui à Montréal.

sont survenus dans quelques rassemblements montréalais. Dans la région, les

manifestations se sont jusqu'ici bien déroulées. Lors de la visite du premier ministre Jean

Charest, la semaine dernière, le mot d'ordre de l'AECS était de manifester de façon pacifique.

Les gestes de désobéissance civile semblent toutefois en train de se multiplier: mardi, des étudiants ont occupé pendant quelques minutes le pont Jacques-Cartier à Sherbrooke, tandis que différents groupes ont occupé les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation à la suite du dépôt du budget Bachand (voir autre texte).

Par ailleurs, des syndicats du monde de l'éducation affiliés à la CSQ ont rappelé leur appui aux étudiants, hier.

« Le gouvernement Charest fait fausse route en maintenant sa décision. Il attaque directement l'accessibilité aux études supérieures dans un contexte où le Québec aura d'importants défis à relever au cours des prochaines années pour pourvoir les 1,4 million d'emplois nécessaires d'ici 2014. Cela va à l'encontre du bon sens », a fait valoir Claude Legris, président du Syndicat de l'enseignement de l'Estrie (SEE) et porte-parole de la CSQ en Estrie. M. Legris fait partie des représentants syndicaux qui se joindront aux étudiants aujourd'hui. Des membres du groupe Estrie contre la hausse, formé la semaine dernière, seront aussi sur place.

## Les étudiants du Cégep de Thetford font volte-face

THETFORD MINES — Les étudiants du Cégep de Thetford ont finalement fait volte-face pour se prononcer à 56,7 % contre la hausse des frais de scolarité mardi. En raison d'un vice de procédure, ils reprenaient le vote du 13 mars dernier où ils s'étaient prononcés en faveur.

Ce sont 317 personnes qui ont voté contre alors que 227 personnes se sont prononcées en faveur de cette hausse avant-hier. Une quinzaine d'étudiants n'ont opté pour ni l'une ni l'autre des deux propositions.

La semaine dernière, les membres de l'Association générale des étudiants du Cégep de Thetford avaient été invités à se prononcer sur la question à la suite d'une assemblée générale extraordinaire. Lors d'un vote tenu à mains levées, 179 étudiants se prononcèrent en faveur de la hausse des frais de scolarité alors que 117 faisaient connaître leur opposition.

Ce vote a finalement été annulé en raison du vice de procédure. Certains élèves avaient manifesté le désir de tenir un vote secret sur la question, ce qui avait été refusé. L'AGECT s'est par la suite rendu compte qu'ils y avaient droit.

L'AGECT devrait faire connaître sa position dans les prochaines heures face à une grève éventuelle.

— Nelson Fecteau

## Occupation au 200 Belvédère

Des manifestants bloquent l'accès à l'édifice du gouvernement du Québec

RENE-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

SHERBROOKE — C'est un ordre provenant du sous-ministre du ministère des Transports du Québec qui a forcé les quelque 150 manifestants à lever le siège qu'ils avaient établi devant l'édifice gouvernemental du 200 rue Belvédère, à Sherbrooke.

Un peu avant 10 h hier, le Service de police de Sherbrooke a demandé aux manifestants de la Coalition estrienne en opposition à la tarification et à la privatisation des services publics ainsi qu'aux manifestants étudiants de laisser entrer dans leurs bureaux les fonctionnaires du gouvernement du Québec.

« C'est le principal occupant des lieux, soit le ministère des Transports, qui a demandé d'avoir accès à l'édifice. L'ordre a été transmis aux manifestants qui ont donné l'accès à la bâtisse. Il n'y a eu aucun débordement », explique le capitaine à la surveillance du territoire au Service de police de Sherbrooke, Danny McConnell.

Les manifestants se trouvaient sur la rue Belvédère depuis le dépôt du budget du ministre Raymond Bachand, mardi en fin d'après-midi. Une quarantaine de personnes ont passé la nuit devant l'édifice gouvernemental.

« Nous voulions manifester notre réaction au budget qui est que nous sommes de plus en plus



Quelque 150 manifestants ont bloqué l'accès à l'édifice gouvernemental du 200 rue Belvédère, hier matin, pour protester contre le budget provincial déposé mardi à Québec.

en colère. La colère est grandissante chez les citoyens et les étudiants. La classe moyenne et les gens les plus pauvres sont de plus en plus taxés pour de moins en moins de services », explique la porte-parole de la Coalition estrienne en opposition à la tarification et à la privatisation des services publics, Suzanne Thériault.

Les revendications de la coalition concernent principalement la mise en place de la contribution obligatoire en santé, la hausse

des frais de scolarité et la hausse des tarifs d'Hydro-Québec.

« Le gouvernement n'est pas là pour la majorité de la population, mais pour servir les plus riches. Les augmentations concernent toujours les plus démunis et la classe moyenne. Ce sont les plus pauvres qui restent dans les logements énergivores qui vont faire les frais de la hausse de la tarification de l'électricité. Ils vont devoir se priver de manger afin de pouvoir payer leurs comptes », estime Mme Thériault.

Elle mentionne que le siège du 200 Belvédère à Sherbrooke se voulait symbolique.

« Cet édifice est le principal regroupement des ministères du gouvernement du Québec. Nous voulions aussi sensibiliser ces travailleurs qui font partie pour la plupart de la classe moyenne qui sera touchée par la hausse de tarification. Notre action se voulait pacifique. Nos moyens pourraient d'intensifier et aller jusqu'à l'occupation de locaux », soutient Suzanne Thériault.



IMACOM, MAXIME PICARD

# LE BRAS DE FER CONTINUE

Les étudiants du Cégep votent à nouveau pour la prolongation de la grève

La ministre Beauchamp brandit la menace de session perturbée

PAGES 2 ET 3

CHALET J.-ARMAND BOMBARDIER  
Un échange d'amour entre générations PAGE 5



IMACOM, JESSICA GARNEAU



LA PRESSE, ANDRÉ PICHETTE

DUMAS  
Au bon endroit, à la bonne heure  
CAHIER ARTS/WEEK-END

**Accident**  
Un skieur de Victoriaville perd la vie à Chamonix

PAGE 4

RESTAURANT  
**Jack-O**  
*...à Mon goût!*  
Crevettes à volonté  
**12,95\$**  
Tous les jours + 2\$ les vendredis et samedis  
Sherbrooke, Magog, Coaticook 2011-4403



**La fièvre du printemps chez Suprem Automobile**  
Grande vente de véhicules d'occasion BMW et MINI en inventaire!



Obtenez **4 mois gratuits**  
ou un rabais équivalent (maximum de 2 500 \$).

TAUX DE FINANCEMENT À PARTIR DE **0,9%**

- Série 3, 5, 7
- Utilitaire
- Cabriolet
- Mini Cooper

Suprem Automobile  
Sherbrooke 819.821.9272  
www.supremautomobile.com

OUVERT samedi \* Informez-vous auprès d'un de nos conseillers pour tous les détails de cette offre unique.

# La ministre Beauchamp resserre l'étou

MARTIN OUELLET ET  
MÉLANIE MARQUIS  
LA PRESSE CANADIENNE

**QUÉBEC** — La grande démonstration de solidarité étudiante contre la hausse des droits de scolarité jeudi à Montréal n'a pas fait dévier d'un iota la trajectoire de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Au contraire, la ministre a resserré l'étou hier, évoquant les lourdes conséquences encourues par les étudiants s'ils poursuivent le boycott de leurs cours.

« À ce moment-ci, il faut que les étudiants comprennent que la perturbation sera avant tout dans leur vie. Boycotter ses cours, c'est choisir de perturber sa propre vie, ça va vouloir dire un prolongement de la session, la reprise des cours, possiblement des cours de soir », a-t-elle brandi.

En conséquence, la balle est dans le camp des associations étudiantes, a affirmé Mme Beauchamp. Sans leur fixer une date butoir, la ministre a prévenu les étudiants qu'ils auront un choix crucial à faire d'ici les prochains jours s'ils veulent éviter de « perturber leur vie ».

« La décision est entre les mains des étudiants. Il y a

beaucoup de votes (sur la poursuite de la grève) qui vont devoir se prendre aujourd'hui (vendredi), lundi, mardi, mercredi, jeudi, et je souhaite que ce soit des votes secrets et que les débats se fassent au sein de la communauté étudiante au cours des prochains jours », a-t-elle dit.

Parce que les positions sont irréconciliables et que la décision de hausser de 1625 \$ les droits de scolarité sur cinq ans « est prise », il n'y aura pas de négociations avec les étudiants, a aussi statué Mme Beauchamp.

« Les associations étudiantes défendent deux options : l'une veut discuter de la gratuité complète, l'autre veut le gel et faire assumer la facture par d'autres. C'est un peu du "pas dans ma cour" et ça, ça ne peut pas être une position de discussion », a-t-elle soulevé.

Qu'il y ait eu 100 000 ou 200 000 manifestants dans les rues jeudi ne change rien à la nécessité de relever la part du financement assurée par les étudiants, selon la ministre.

Elle se réjouit que la grande manifestation se soit déroulée sans accroches mais refuse d'y voir un événement « historique » ou encore l'expression d'un quelconque « Printemps québécois ».



LA PRESSE CANADIENNE

**La ministre de l'Éducation Line Beauchamp a brandi la menace de session perturbée pour les étudiants, hier.**

« C'est une mobilisation importante, mais elle a réuni les joueurs que l'on voit

traditionnellement. Le mouvement étudiant aux côtés des alliés syndicaux, du Parti

québécois et de Québec solidaire, on savait que ça allait entraîner ce genre de mobilisation », a-t-elle dit.

De leur côté, les organisateurs ont salué « le caractère pacifique » de la manifestation de jeudi. Ils ont néanmoins lancé un avertissement : la situation pourrait s'envenimer si le gouvernement continue à faire la sourde oreille.

« Je pense qu'il y a des dangers que ça pète, oui, surtout si le gouvernement maintient la ligne dure pour la prochaine semaine », a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

« À un moment donné, ça va devenir une véritable crise sociale. Les gens vont manifester à tous les jours, ils vont perturber les bureaux de députés et je n'aurai plus aucun contrôle », a-t-il ajouté.

En plus de manifestations prévues le 27 mars (à Montréal et en régions) et le 4 avril (dans la circonscription de Sherbrooke, celle du premier ministre Jean Charest), les moyens d'action à venir cibleront les députés libéraux qui ont été élus de justesse dans une dizaine de circonscriptions du Québec, ont annoncé hier la FECQ et la FEUQ.

# Victoriaville et Thetford disent non à la grève

YANICK POISSON  
ET NELSON FECTEAU

**VICTORIOVILLE** — Les étudiants des cégeps de Thetford et de Victoriaville se sont prononcés massivement contre la grève, hier.

À Victoriaville, des 635 jeunes qui ont pris part au vote, 439 (69 %) ont dit vouloir poursuivre leur session. À Thetford, les étudiants se sont prononcés dans une proportion de 76 % contre la grève illimitée.

Ce mouvement s'inscrit en opposition avec la tendance québécoise si l'on considère

que les deux tiers des associations étudiantes collégiales ont obtenu un mandat de grève jusqu'à présent. À Victoriaville, puisqu'il s'agit d'un deuxième refus, il est improbable qu'on retourne au vote d'ici la fin des classes, ceci ne signifie toutefois pas qu'il n'y aura pas de moyens de pression.

« Certains départements déçus du résultat envisagent le boycott des cours de leur programme. C'est sûr qu'on sera beaucoup moins libres pour manifester notre désaccord avec la hausse des frais de scolarité, mais il devrait y avoir des actions ciblées au

cours des prochaines semaines, dont le 27 mars, où nous participerons à une manifestation régionale », a affirmé la présidente de l'Association générale des étudiants du Cégep de Victoriaville, Éloïse Lara Desrochers, visiblement déçue de la tournure des événements.

Par ailleurs, la direction du Cégep de Drummondville a annoncé hier que les cours étaient levés en raison de la présence d'un piquet de grève significatif devant le collège.

Les étudiants du Cégep de Drummondville tiendront une

nouvelle assemblée générale, mardi à midi, afin de déterminer si le mandat de grève sera à nouveau prolongé. Afin de maximiser la participation, on assistera à une nouvelle levée de cours, de midi à 18 h.

Soulignons que si les cours devaient reprendre le 27 mars, les étudiants drummondvillois demeureraient sur les bancs d'école jusqu'au 13 juin.

Du côté de Thetford, ce sont 276 étudiants qui se sont opposés à ce moyen de pression alors que 87 étudiants ont opté pour une suspension indéfinie des cours dans une proportion de 24 %. Environ 44 % des

étudiants ont voté.

C'est la deuxième fois cette semaine que les cégepiens thetfordois sont appelés aux urnes. Mardi, ils avaient à reprendre le vote les invitant à se prononcer pour ou contre la hausse des frais de scolarité. Ils rejetaient la hausse par 317 voix contre 227. La semaine précédente, ils avaient donné leur aval à la hausse par un vote de 179 contre 117. Un vice de procédure avait alors obligé les dirigeants de l'Association générale des étudiants du Cégep de Thetford de reprendre le vote pris à mains levées par un scrutin secret.

2 La Tribune - Sherbrooke samedi 24 mars 2012

## La Tribune

**ADRESSE**  
1950, rue Roy, Sherbrooke, J1K 2X8

**RÉDACTION:** 819 564-5454  
redaction@latribune.qc.ca /  
télé. 819 564-8098

**PUBLICITÉ:** 819 564-5450 /  
télé. 819 564-5482

**ANNONCES CLASSÉES:**  
819 564-2222  
télé. 819 564-5482

**ABONNEMENTS:** 819 564-5466  
1 800 567-6955

www.latribune.qc.ca

## SOMMAIRE

Annonces classées **C1 à C28**  
Arts et spectacles **W1 à W16**  
Décès **C29 à C32**  
Économie **31 à 37**  
Horoscope **44**  
Loterie **16**  
Monde **26**  
Mots croisés **44 et C24**  
Opinions **20 à 22**  
Sports **46 à 55**

## MÉTÉO

Théodore, 5 ans  
Ecole Sylvestre



**AUJOURD'HUI**

**SOLEIL ET NUAGES**  
MAX.: 11° MIN.: 1°

Lever du soleil: 6 h 42  
Coucher du soleil: 19 h 06

**DIMANCHE**  
naugeux, max.: 10° min.: 1°

**LUNDI**  
pluie, max.: 2° min.: 2°

SI VOUS AVEZ UNE INFORMATION À COMMUNIQUER À NOTRE ÉQUIPE DE JOURNALISTES, ÉCRIVEZ À redaction@latribune.qc.ca OU APPELEZ AU 819 564-5454

**H&R BLOCK**

Pour un remboursement d'impôt maximum **GARANTI.**

2 adresses pour mieux vous servir!

456, rue King Est, Sherbrooke  
819 346-0034

1300, boul. Mi-Vallon  
819 791-4057

## LE CLIN D'OEIL DE STÉPHANE LAPORTE

« Nous tenons à vous rappeler que le vote pour le chef du NPD a lieu à Punta Cana. »

— Pierre Poutine

# Vers une session prolongée jusqu'en juin ?

Les étudiants du Cégep de Sherbrooke reconduisent le mandat de grève jusqu'au 30 mars

**VÉRONIQUE LAROCQUE**  
veronique.larocque@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — La grande manifestation nationale de jeudi dernier a visiblement donné un souffle nouveau au mouvement de grève à Sherbrooke. Réunis en assemblée générale hier matin, les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont voté à 53 % pour la reconduction de la grève jusqu'au 30 mars prochain.

En tout, près de 1800 élèves du Cégep se sont déplacés pour exercer leur droit de vote. De ceux-ci, 1056 se sont prononcés en faveur du prolongement de la grève étudiante. Le prochain vote aura lieu jeudi prochain.

Malgré la vague de carrés rouges qui a déferlé sur Montréal jeudi, le gouvernement fait toujours la sourde d'oreille devant les demandes des étudiants. Ceux-ci ne sont pourtant pas prêts à faire marche arrière et à retourner en classe, affirme Catherine Boudin, porte-parole de l'Association étudiante du Cégep de Sherbrooke. «On a démontré hier que la moitié des étudiants étaient contre la hausse des frais de scolarité et que la population était aussi contre. On ne reculera pas sur nos positions», a-t-elle lancé.

«On a démontré hier que la moitié des étudiants étaient contre la hausse des frais de scolarité et que la population était aussi contre.»

## Une session prolongée?

Devant cette impasse et la menace d'une grève qui pourrait s'éterniser, les institutions scolaires réfléchissent aux moyens à entreprendre pour que la session d'hiver ne tombe pas à l'eau.

Du côté du Cégep de Sherbrooke, on indique que la session devra être prolongée jusqu'au 12 juin prochain pour permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances nécessaires à la réussite de leurs cours, si la grève prend fin le 30 mars prochain. Or, puisque les contrats avec les enseignants prennent fin à la mi-juin, des discussions devront être entreprises entre l'établissement et le Syndicat de

personnel enseignant du Cégep de Sherbrooke (SPECS-CSN) afin de trouver une solution. Lors de la grève de 2005, qui avait duré six semaines, une entente avait été établie : les enseignants avaient reçu une compensation financière.

Pour l'instant, le SPECS-CSN ne s'est pas encore positionné sur le fait d'accepter d'enseigner après la mi-juin. «S'il y a un prolongement de session, c'est un dépassement de contrat. Les enseignants devront être payés», souligne toutefois son président, Steve McKay. En contrepartie, ce dernier promet que les enseignants, qui ont adopté une résolution unanime d'appui à la lutte des étudiants, vont faire preuve d'une grande ouverture pour aider leurs élèves. Aucun diplôme au rabais ne sera cependant offert, assure-t-il.

Entre-temps, les étudiants sherbrookoïses continuent de tout faire pour demeurer visibles. Hier, un groupe de la Faculté d'éducation physique et de la Faculté des lettres et sciences humaines a distribué des carrés rouges aux passants sur la promenade du Lac des Nations.

**VOUS VOULEZ RÉAGIR À CE SUJET ?**  
ÉCRIVEZ-NOUS À [redaction@latribune.qc.ca](mailto:redaction@latribune.qc.ca) ou appelez au 819 564-5454

**Maternelle**  
(place disponible)  
Prémamanuelle (complet)

APPRÉHENSION  
MATHÉMATIQUES  
PENSÉE CRÉATIVE  
DU QUOTIDIEN

Unique en Estrie!  
Éveil à l'anglais et à la musique  
Depuis 15 ans

**AngLissimo**  
La petite école de la vie!

2796, rue Prospect, Sherbrooke  
Information et inscription : 819 562-2323  
Directrice : Annie Richard, B. Sc. Ed.



Les étudiants du Cégep de Sherbrooke ont voté à 53 % pour la reconduction de la grève jusqu'au 30 mars prochain. La session devra être prolongée jusqu'au 12 juin prochain pour permettre aux étudiants d'acquérir les connaissances nécessaires à la réussite de leurs cours, si la grève devait prendre fin le 30 mars.

**SUZUKI**  
**PARFAIT POUR NOS HIVERS**  
4WD DE SÉRIE

ESSAYEZ LE VÉHICULE AVEC LA MEILLEURE CAPACITÉ DE REMORQUAGE DE SA CATÉGORIE - 3000 LBS.!

MODÈLE DE SÉRIE

**Véhicule exécutif SUZUKI CANADA**

• Stock # GV308  
• Blanc  
• Démo 11 900 km

**29 885 \$**

**8 895 \$ RABAIS**

**GRAND VITARA JX 4WD 2011**

**Équipement de série complet :**

- 4 roues motrices à 4 modes
- Climatisation
- Régulateur de vitesse
- Déverrouillage et démarrage sans clé SmartPass
- Glacets et verrouillage électriques
- Rétroviseurs chauffants à commandes électriques
- Volant gainé de cuir avec commandes audio
- Automatique / 4WD

**VOTRE PRIX**

**20 990 \$\***

**SUZUKI** la mode de vie!

LES CONSOMMATEURS DOIVENT LIRE CE QUI SUIT : Cette offre comprend la livraison et la destination de 1 600 \$, la taxe de 100 \$ sur le climatiseur et les taxes de pneus. Cette offre n'inclut pas les taxes applicables, les permis, l'immatriculation, les assurances et la taxe de vente. Un rabais démonstrateur de 8 895 \$ est offert. Les véhicules peuvent différer de ceux illustrés. Cette offre ne peut être combinée à aucune autre offre, n'inclut pas la carte d'essence préférentielle et la garantie prolongée du groupe motopropulseur. L'offre ne payez pas avant 120 jours est sujette à changement sans préavis et le 0 % 72 mois est disponible sur véhicules neufs seulement. Les concessionnaires peuvent vendre à prix moindre. Voir les concessionnaires participants pour plus de détails. \* Prix de vente pour le Grand Vitara JX 2011 démonstrateur modèle L2NB5T1, avec transmission automatique 4 vitesses est de 29 990 \$. \* Financement d'achat limité sur approbation de crédit de la BMO sur le Grand Vitara 2011. Les taxes d'intérêt annuel en vigueur pour le Grand Vitara JX 2011 modèle L2NB5T1 est de 4,99 % et est offert sur un maximum de 72 mois. Exemple de financement basé sur le prix de vente de 20 990 \$, le grand Vitara JX 2011 démonstrateur avec transmission automatique 4 vitesses modèle L2NB5T1, financé à 0 % sur 72 mois. Les paiements mensuels égaux sont de 291,53 \$ par mois. Les frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 24 133,25 \$. Le 120 jours de report de paiement s'applique sur toutes les offres de financement à l'achat des nouveaux modèles Grand Vitara Suzuki 2011 sur approbation de crédit de la BMO. Aucun intérêt ne sera exigé pendant les 90 jours suivants du contrat de financement. Après cette période, les intérêts commenceront à courir et l'acheteur va payer le capital plus les intérêts mensuellement au cours du terme du contrat de financement. Remarque : ce programme est offert seulement pour les contrats de financement au détail BMO subventionnés et soutenus par SCL. Le PDSF avant TPS et TVQ du modèle illustré. Grand Vitara JX avec transmission automatique 4 vitesses est de 28 135 \$ (comprend les frais de destination et de livraison de 1 600 \$, et la taxe sur le climatiseur de 100 \$). Cette offre est valide jusqu'au 31 mars 2012. Le prix de 20 990 \$ est strictement sur le modèle démonstrateur de Suzuki Canada.

**SHERBROOKE SUZUKI**

4242, Boul. Bourque, Sherbrooke  
ventes : 1 866 893-8690  
service : 819 340-1202

**sherbrookesuzuki.com**

## LES FRAIS DE SCOLARITÉ À L'UNIVERSITÉ

## Ce qu'il faut mettre sur la table

L'augmentation des programmes d'aide aux étudiants promise par le gouvernement Charest dans son dernier budget fait en sorte qu'un ménage gagnant 60 000 \$ par année, avant impôt, n'aura pas les moyens d'envoyer deux de ses enfants à l'université à moins de déboursier près de 6000 \$ après impôt, par année, pour chacun. Voilà qui convient très bien à la CREPUQ (Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec) selon son directeur général! Bravo pour la « part raisonnable » et « l'accessibilité ». Il faut négocier beaucoup plus que le gel ou l'augmentation des frais de scolarité. Il faut revoir l'écologie de notre système d'éducation supérieure, son économie et sa culture.

Au plan écologique, il faut d'abord, avant d'augmenter les frais de scolarité, mieux utiliser les ressources que nous avons déjà. Les universités conservent leur monopole sur les programmes de baccalauréat alors qu'elles signalent clairement leur désintérêt pour ce niveau d'éducation en le confiant majoritairement (souvent à plus de 60 %) à des chargés de cours!

Nous avons heureusement des cégeps qui font déjà partie

de ce même système d'éducation supérieure et qui pourraient facilement dans plusieurs disciplines jouer le rôle depuis longtemps acquis à leur équivalent que sont les « college » américains et canadiens qui se consacrent à l'enseignement de premier cycle. Certainement pas dans toutes les disciplines (pensons ici à la médecine, au génie, au droit, entre autres) mais certainement dans les disciplines où les ressources le permettent. Les professeurs de cégeps qui enseignent au préuniversitaire sont dans l'immense majorité détenteurs de maîtrise ou de doctorats. Les cégeps ont aussi l'avantage d'une meilleure présence et d'un meilleur arrimage aux milieux socio-économiques locaux et régionaux.

Au plan de l'économie de notre système universitaire, il faut se rappeler qu'avant d'être sous-financées, nos universités sont mal financées. Nos universités sont financées à la pièce. En augmentant le montant que chaque étudiant apporte avec lui, pour ainsi dire, dans son université, la course à l'étudiant ne va que s'accélérer. Avec toutes les conséquences que nous connaissons déjà très bien : confusion entre accessibilité et facilité d'accès, multiplication



Robert Poupart

des campus des universités régionales dans les plus grands centres urbains, multiplication des satellites des grandes universités métropolitaines en dehors de leur métropole et souvent dans la métropole de leurs concurrentes, multiplication des programmes courts ou non contingents ou des bacs par cumul qui ne mènent ni aux bacs spécialisés ni aux programmes de maîtrise, nivellement par le bas, etc.

L'augmentation des frais de

scolarité ne règlera pas le problème du déficit de nos universités. Même le gouvernement est d'accord là-dessus. Les étudiants paieront donc plus cher pour leurs études et les déficits des universités vont continuer de se creuser. Le pire des deux mondes pour les uns et les autres...et surtout pour les contribuables.

Si on n'augmentait pas les frais de scolarité, il ne faudrait pas augmenter les impôts! Il suffirait de les réduire un peu moins! Selon les derniers chiffres du ministère des Finances, de 2000 à 2010, les gouvernements canadiens ont réduit leurs revenus de 5,8 % du PIB, ce qui équivaut à 94 milliards de dollars. Si nous avions réduit les taxes de seulement la moitié de ce montant, tous les gouvernements pourraient éliminer leur déficit d'ici 2012. Ou encore, nous pourrions nous permettre de payer un régime d'assurance qui assume le coût intégral des médicaments, des soins à long terme et des soins à domicile, ainsi que des services de garde d'enfants réglementés pour tous les parents qui en font la demande. Nous pourrions aussi offrir l'éducation collégiale et universitaire gratuite, construire 20 000 nouveaux

logements sociaux par année et augmenter les prestations fiscales canadiennes pour enfants à 5000 \$ par enfant (Michael Rachlis, analyste des politiques en matière de santé, professeur agrégé à l'Université de Toronto et conseiller à Evidencenetwork.ca).

Sur le plan de la culture universitaire, il est bon aussi de rappeler que les universités n'appartiennent ni au gouvernement, ni aux recteurs, ni à la CREPUQ, ni aux étudiants d'ailleurs. L'université appartient à la société. Les étudiants ne sont pas les seuls à avoir quitté la table de négociation. Les syndicats aussi l'ont quittée. Le gouvernement a donc décidé en l'absence de copropriétaires importants de nos universités. Un gouvernement responsable, au lieu de conclure que les absents ont toujours tort, aurait dû conclure qu'il ne pouvait pas décider de ce qui ne lui appartient pas! C'est toute la culture de l'imputabilité de nos universités qu'il faut revoir. Le gouvernement Charest devrait être le premier à comprendre ce qui, dans ce cas, tombe sous le sens.

Robert Poupart  
Ex-recteur d'une université

## Conjuguer accessibilité et qualité de la formation

Un rehaussement important du financement de nos universités s'impose pour qu'elles soient en mesure de contribuer aussi efficacement qu'elles l'ont fait depuis un demi-siècle à la formation universitaire des Québécois et au progrès social, culturel, scientifique et économique du Québec tout entier. Cette question a été amplement débattue depuis plusieurs années et notamment durant la période ayant mené à la Rencontre des partenaires en éducation sur l'avenir des universités de décembre 2010. Le gouvernement du Québec a annoncé des choix clairs en vertu desquels l'effort additionnel de financement est partagé entre les étudiants, les entreprises et les diplômés par les fondations universitaires, et l'ensemble des contribuables par une augmentation des fonds publics consacrés aux universités. Le gouvernement a aussi demandé aux universités elles-mêmes d'engager de nouvelles initiatives pour augmenter leurs autres sources de revenus. Les universités estiment que ces choix sont raisonnables et qu'ils doivent être maintenus pour assurer la qualité de la formation offerte par nos universités et celle de la recherche qui s'y fait.

Le Québec doit par ailleurs s'assurer que les mesures d'aide



Des milliers d'étudiants ont manifesté dans les rues de Montréal jeudi.

financière sont en place pour que chaque citoyen qui en a le désir et la capacité puisse entreprendre des études universitaires. L'accessibilité est l'affaire de tous : gouvernements, étudiants, professeurs,

chefs d'établissement, leaders d'opinion; toute la société doit se mobiliser pour accroître le niveau de scolarisation. Il faut sensibiliser les jeunes à l'importance de faire des études universitaires pour d'abord

améliorer leur qualité de vie personnelle et professionnelle et ensuite, contribuer au développement de la société, et ce, quelle que soit leur origine ou leur condition économique. Il faut également mieux leur faire connaître les différentes ressources disponibles pour leur permettre de réaliser leur projet d'études.

L'accessibilité est un principe fondamental qui guide l'action des chefs d'établissement universitaire et qui oriente quotidiennement leurs actions. Ainsi, en plus des nombreuses mesures mises en place par le gouvernement, pour un montant annuel de 475 M \$, nos établissements, leurs fondations, les organismes subventionnaires et les entreprises offrent des mesures d'aide financière aux étudiants d'une valeur de plus de 445 M \$ annuellement. Ces mesures varient selon les établissements et comprennent les éléments suivants :

- > bourses d'excellence, bourses au besoin et autres formes d'aide financière : 83 M \$
- > emplois sur les campus réservés aux étudiants : 156 M \$
- > revenu minimum garanti pour des étudiants de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> cycles : 33 M \$
- > bourses des organismes subventionnaires : 58 M \$
- > bourses d'études provenant des fonds des chercheurs :

38 M \$  
> programmes de stages rémunérés par les employeurs : 78 M \$

Avec le programme d'appariement des dons mis de l'avant par le gouvernement à leur demande, les universités entendent interpeller davantage les entreprises et leurs diplômés afin d'augmenter les bourses mises à la disposition des étudiants. Par ailleurs, les universités suivront de près l'évolution de la participation universitaire de façon à ce que si le besoin s'en faisait sentir, elles puissent proposer au gouvernement les ajustements requis aux programmes d'aide financière pour maintenir l'accès aux études universitaires.

Tel qu'il est prévu au budget 2011-2012 du gouvernement du Québec, les universités s'engagent à consacrer tous les revenus additionnels découlant de la hausse des droits de scolarité à l'amélioration de l'enseignement, des services aux étudiants et de la recherche et à convenir d'ententes de partenariat confirmant ces engagements avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Daniel Zizian  
Président-directeur général  
Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec

# La Tribune

## STRESS CHEZ LES POMICULTEURS

La floraison hâtive est menacée par le retour du gel

PAGE 3



De l'immobilier au... hip-hop !



IMACOM, CLAUDE POULIN

L'agente immobilière Jacinthe Dubé troquera demain soir son tailleur bien coupé et ses réflexes de femme d'affaires pour danser le hip-hop. Tout comme sept autres personnalités sherbrookoises, elle fera partie du spectacle *Devine qui vient danser?*, un événement-bénéfice annuel au profit de la compagnie de danse Axile, qui entraîne ses participants hors de leur zone de confort. La directrice d'Axile, Liliane St-Arnaud, à gauche, est persuadée que les huit danseurs offriront une prestation impeccable.

PAGE 17

Grève étudiante

Un carré rouge au sommet du mont Bellevue

PAGE 4

Concert

L'OSM invite Vincent Vallières

PAGE 19

**GNR CORBUS**  
Confortablement installé

CLIMATISEUR MURAL

300\$  
DE RABAIS

Carrier

GNRCORBUS.COM  
819 564-2300

\*Validé jusqu'au 30 juin 2012.



**TL 2012**

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION	COMPTANT
<b>388\$</b>	<b>1,5%</b>	<b>6 400\$</b>
/MOIS	36 MOIS	OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.



**MDX SH-AWD 2012**

PAIEMENT MENSUEL	TAUX DE LOCATION	COMPTANT
<b>488\$</b>	<b>0,5%</b>	<b>9 200\$</b>
/MOIS	36 MOIS	OU ÉCHANGE ÉQUIVALENT

Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

**LE LUXE à tous les niveaux**

**PRECISION ACURA**  
SHERBROOKE

4900, boul. Bourque, Sherbrooke • 819 564-8909



**ACURA**  
DEVANT.

# Le carré rouge surplombe Sherbrooke

CLAUDE PLANTE  
ET ISABELLE PION

clau.de.plante@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — Les étudiants sherbrookoïses y sont allés d'un autre coup d'éclat dans leur lutte contre la hausse des droits de scolarité. Depuis hier matin, un carré rouge flottait au sommet de la croix du mont Bellevue. Le Cégep de Sherbrooke a annoncé pour sa part le retard du début de sa session d'été, prévue le 28 mai.

Il fallait être téméraire pour aller installer le tissu symbolisant l'actuelle lutte étudiante, alors que le mercure a chuté et les vents froids se sont mis de la partie. Installé à une hauteur de 120 mètres, on peut voir le carré rouge d'un peu partout à Sherbrooke.

Il est rare que la croix érigée il y a 60 ans soit utilisée de la sorte pour des coups d'éclat en guise de manifestation. Le site n'est pas clôturé.

La Ville de Sherbrooke fera appel à l'entrepreneur qui est chargé habituellement de voir à l'entretien de la croix, note Louis Gosselin. « Il a l'équipement nécessaire pour accomplir ce travail », mentionne le porte-parole municipal.

Du côté du Cégep de Sherbrooke, Marie-Claude Dupoy, conseillère en



IMACOM, FREDÉRIC CÔTE

Les étudiants sherbrookoïses en grève ont installé un carré rouge sur la croix du mont Bellevue.

communication, indique que la reconduction de la grève n'a laissé d'autre choix à la direction que de repousser la session d'été.

En ce moment, on évalue que la session d'hiver actuelle sera prolongée au moins jusqu'au 12 juin. « Tant que la session d'hiver n'est pas réglée, on ne peut pas établir de date de fin de session et donc établir une date pour la session d'été »,

indique Mme Dupoy. Environ 250 étudiants assistent à des cours pendant la période estivale, souvent pour une reprise ou pour obtenir un certain nombre de crédits. Pourrait-on l'annuler? « Nous n'en sommes pas rendus là », répond-elle.

#### Sur Facebook

Peut-on s'attendre à d'autres coups de force dans les prochains jours? On pourrait le

croire, car sur Facebook hier, on invitait la population à se rendre ce matin au centre-ville pour « une action d'éclat! » On donne rendez-vous aux manifestants « en plein cœur du centre-ville de Sherbrooke à 8 h ». On leur demande d'être vêtus de rouge.

Entre-temps, les membres de l'AGEFLESH ont reconduit leur grève. Hier matin, 640 étudiants ont pris part au vote à mains

levées. C'est à environ 80 pour cent qu'ils ont voté en faveur de la grève, note Isabelle Houle, coordonnatrice de l'association des étudiants en lettres et sciences humaines.

« Nous demeurons solidaires du mouvement de la CLASSE, dit-elle. C'est un message que nous ne reculerons pas et que nous continuons à nous battre. »

La session ne pourra durer au-delà du 27 avril, ajoute-t-elle. À la fin de la grève, il faudra déterminer comment les cours devront être repris.

Concernant le carré rouge installé à la croix du mont Bellevue, Mme Houle dit ne pas être au courant de l'identité des auteurs de cette manifestation de grande visibilité.

#### Estrie contre la hausse

Pour sa part, le mouvement « Estrie contre la hausse » invite la population à une discussion publique. L'événement sous le thème « Justice et démocratie : les enjeux de la hausse des droits de scolarité » aura lieu demain (à 19 h), à La brûlerie de café.

Jean-François Fortier et Steve Dubois, respectivement enseignants en sociologie et en philosophie, seront les conférenciers invités. La population est invitée à apporter ses questions, commentaires et réflexions.

# La Tribune

## UN CRAN PLUS MORDANT

Une soixantaine d'étudiants écopent d'une amende de 494 \$ pour avoir bloqué la 410

Régime de prêts et bourses > Charest entrouvre la porte à un compromis PAGES 2 À 5

LA TRIBUNE, RENÉ-CHARLES QUIRION

### BRP produira du « sur mesure » à Sherbrooke

La compagnie BRP s'installe dans le parc industriel de Sherbrooke pour assembler des véhicules motorisés spécialisés, dérivés de sa gamme de produits. La petite usine, située rue Pépin, répondra plus spécifiquement aux besoins particuliers des gouvernements, des municipalités, des institutions, des agences et des clients individuels. Le véhicule Can-Am Commander électrique sera le premier à sortir de cette usine.

PAGE 7



**Incendie rue Belvédère Sud**  
Une douzaine de locataires à la rue PAGE 9

**AILES à volonté**  
14<sup>95</sup>\$  
Pendant tous les matchs du Canadien  
819 565-0606

Le plaisir de conduire™

**Suprem Automobile**  
Sherbrooke 819.821.9272  
www.supremautomobile.com

### Le plaisir sous sa plus belle forme

## BMW 328i xDrive 2011 édition Classique

Traction intégrale - Pneus d'hiver inclus - Démonstrateur

RABAI <b>7 000\$</b>	MENSUALITES À LA LOCATION <b>398\$*</b>	TAUX À LA LOCATION <b>1,9%</b> JUSQU'À 48 MOIS	MENSUALITE <b>543\$*</b>	ACOMPTE <b>0\$</b>
-------------------------	--	--	-----------------------------	-----------------------

\*CETTE OFFRE PREND FIN LE 31 MARS 2012

Le taux de location est calculé offert par Service Financier BMW sur approbation du crédit uniquement sur le stock #F0C202 BMW 328i Drive édition Classique 2011, prix de vente de 39 702 \$, Location de 48 mois avec un taux d'intérêt annuel de 1,9 %, comprend une mensualité de 398 \$/43 \$ taxes en sus, un acompte ou échange approuvé de 6 750 \$/5 000 \$ taxes en sus et est enclavé à la signature du contrat de location. Transport et préparation inclus. Valeur résiduelle du véhicule à l'achèvement de terme de 10 700 \$ taxes en sus. La mensualité varie selon le montant de l'acompte versé et de la valeur résiduelle. Kilométrage annuel d'égal de 10 000 km, 0,15 \$ du kilomètre excédentaire. Offre d'une durée limitée sur stock en inventaire, mutuellement exclusives, sujette à la disponibilité et peuvent être offertes ou retirées sans préavis. Certaines conditions s'appliquent. BMW Canada Inc. - BMW - le logo BMW, tous les noms de modèles BMW et tous autres éléments de marque, design et de produits sont des marques déposées de BMW AG utilisées sous licence. Photo à titre illustratif seulement. Transport et préparation inclus, taxes en sus. Véhicule offert à voir 10 700 \$.

2

ACTUALITÉS

Grève étudiante.....

## Un appui de taille à la cause

VINCENT LAROUCHE

MONTREAL — Le président-directeur général de la Fédération des cégeps en a assez des commentateurs qui « infantilisent » les étudiants québécois en laissant entendre qu'ils ne comprennent pas

les enjeux de leur grève ou qu'ils sont manipulés par leurs représentants.

« Dans ce débat, ce qui est un peu tannant, c'est qu'on a voulu infantiliser les jeunes à bien des égards. Ils savent très, très bien dans quoi ils s'embarquent », a insisté Jean Beauchesne

lors d'une conférence de la Fédération, hier matin.

« J'ai lu dans certains médias qu'il faut rappeler aux étudiants les conséquences de leurs gestes, mais ils le savent très bien! », a-t-il dit.

Quant à la possibilité que le processus de vote ait été vicié

et que les associations étudiantes manipulent leurs membres, il la balaie d'un revers de main.

« Je n'y crois pas! Je crois qu'il y a eu moins de dérapages dans les votes dans les collèges que dans des situations autres que l'enseignement », dit-il. *(La Presse)*





Une soixantaine d'étudiants ont reçu une contravention de 494 \$ pour avoir bloqué l'autoroute 410, hier matin. Ils ont été conduits au quartier général de la Sûreté du Québec dans un autobus nolisé par les policiers, après avoir été cernés peu avant leur arrivée aux bureaux du premier ministre Jean Charest.

## 494 \$ pour avoir bloqué la 410

RENE-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@latribune.qc.ca

**SHERBROOKE** — La soixantaine d'étudiants qui ont reçu des constats d'infraction de 494 \$ pour avoir manifesté sur l'autoroute 410 à Sherbrooke entendent le contester dans le cadre d'un recours collectif.

« Nous en étions rendus à ce point dans notre action avec des conséquences que nous entendons contester parce que notre cause est légitime. On peut affirmer que c'est la ministre Lyne Beauchamp qui nous a menés jusque sur

l'autoroute 410. Nous allons continuer à multiplier les actions pour nous faire entendre. Il n'y aura pas de retour au calme tant que nous ne serons pas entendus par le gouvernement. Il doit ouvrir ses oreilles et écouter ce que nous avons à dire », explique la porte-parole de ce groupe d'étudiants en grève de l'Université de Sherbrooke, Geneviève Bruneau.

Ce groupe d'étudiants en grève de Sherbrooke explique qu'ils ont ciblé l'autoroute 410 parce qu'elle représente « l'une des principales artères

permettant l'entrée de capitaux à Sherbrooke ». Cette action s'inscrivait dans une escalade des moyens de pression de la CLASSE dans le cadre de la semaine de perturbation économique.

Après avoir marché sur l'autoroute à contresens entre le boulevard Université et la rue King Ouest, les étudiants ont été cernés par les policiers du Service de police de Sherbrooke et de la Sûreté du Québec un peu avant leur arrivée aux bureaux du premier ministre Jean Charest.

Retranchés dans le station-

nement de l'entreprise Filspec située derrière le restaurant Bâton Rouge sur la rue King Ouest, les manifestants ont été dirigés dans un autobus nolisé par les policiers. Les manifestants étudiants se sont dirigés calmement dans l'autobus en chantant « On a mis quelqu'un au monde, on devrait peut-être l'écouter » tire de la pièce *Un musicien parmi tant d'autres* d'Harmonium. Ils ont été conduits au quartier général de la Sûreté du Québec de l'Estrie où ils ont été identifiés. Vers midi, ils ont été reconduits sur le campus de l'Université de

Sherbrooke avec une mention qu'ils recevraient un constat d'infraction de 350 \$ plus les frais au Code de la sécurité routière.

« Ces personnes ont le droit démocratique de manifester. Ils ne peuvent cependant pas commettre de gestes illégaux qui mettent en danger les utilisateurs du réseau routier ou en péril leur propre sécurité. Ils ont entravé la circulation sur une route à accès limitée. Nous ne pouvons tolérer des entraves majeures sur une autoroute », soutient le porte-parole de la SQ en Estrie, Louis-Philippe Ruel.

## Autre journée chargée et chaotique

DAVID SANTERRE

**MONTREAL** — Une autre journée hyperactive des étudiants grévistes s'est amorcée dans le chaos hier.

Un blocus du siège social de la Société des alcools du Québec (SAQ), qui s'était amorcé dans le calme, s'est conclu dans les jets de gaz irritant et les affrontements entre manifestants, policiers et employés de la société d'État.

Environ 200 étudiants étaient arrivés à 7 h 30 au siège social, à l'angle du boulevard René-Lévesque et de l'avenue De Lorimier. Ils se sont installés devant les portes, pour empêcher les employés d'entrer au travail.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) avait annoncé que ce type de « perturbation économique » serait dorénavant son outil de prédilection pour se faire entendre.

Après deux heures d'observation, les policiers ont lu aux manifestants un avis d'éviction.



Hier matin, les étudiants ont bloqué les accès aux bureaux du siège social de la SAQ. Les policiers ont dû avoir recours au gaz irritant afin de permettre aux employés de rentrer au travail.

Les agents se sont déployés au pas de course pour encercler des étudiants massés dans l'escalier principal. Un peloton qui les a pris de flanc par une rampe pour fauteuils roulants a vainement tenté de les faire partir.

C'est à ce moment que les agents se sont mis à employer abondamment le gaz irritant CS. « Les premiers policiers nous

ont poliment demandé de reculer. Mais comme on n'a pas bougé, un agent qui semblait être le supérieur du groupe, et qui était derrière, s'est mis à nous asperger », a raconté un manifestant qui a reçu du gaz.

Déchainés à la suite de ce assaut, les manifestants ont conjugué leurs forces et réussi à repousser les policiers au bas de la rampe.

Une nouvelle échauffourée a éclaté. Un manifestant a été arrêté. Il a très vigoureusement résisté, malgré les nombreux jets de gaz qu'il a reçus au visage sous les cris indignés de ses camarades. Il sera accusé d'entrave au travail des policiers et de voies de fait.

Par la suite, les agents ont tenté d'ouvrir une brèche dans la foule pour permettre aux

employés de la SAQ de rentrer au travail. Certains ont refusé tandis que d'autres ont défilé les protestataires. Une botuculade a même éclaté entre employés et étudiants.

Des manifestants se sont alors mis à insulter des travailleurs postés sur le boulevard René-Lévesque. « Scabs! », a lancé l'un d'eux.

Le hic, c'est que ces travailleurs refusaient justement d'entrer au travail en appui aux étudiants.

« On n'a pas besoin d'un mort pour entrer au travail », venait de lancer l'un d'entre eux, ému et au bord des larmes, aux policiers.

Les employés ont finalement été invités à rentrer chez eux sous les applaudissements des étudiants.

« Ils ont le droit de manifester. Mais s'ils voulaient perturber l'économie, ils auraient dû aller au CDM [Centre de distribution Montréal, entrepôt de la SAQ] et bloquer les camions de livraison », a indiqué une employée. (La Presse)

## RÉGIME DE PRÊTS ET BOURSES

# Mince ouverture de Charest

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Il est toujours possible de «rendre meilleur» le régime de prêts et bourses, a déclaré le premier ministre Jean Charest hier, en entrouvrant légèrement la porte à un compromis avec les étudiants. L'aile jeunesse de son parti lui demande d'instaurer un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu. Ni le bureau de M. Charest ni celui de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'excluent cette option.

Jean Charest a une fois de plus été questionné sur le conflit qui oppose son gouvernement et les étudiants et cégepiens, hier, lors d'une conférence de presse portant sur le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain à Québec. Il est demeuré inflexible sur la hausse des droits de scolarité de 75% en cinq ans.

Mais lorsqu'on lui a demandé s'il est «ouvert à quelque compromis que ce soit», il a aussitôt abordé la question de l'aide financière aux études. Et dans des termes qu'il n'avait pas utilisés jusqu'ici. «Au fil du temps, on va toujours chercher à améliorer notre système de prêts et bourses qui est le plus généreux en Amérique du Nord», a-t-il dit. Il a rappelé que les bourses totalisent 500 millions de dollars par année. Puis il a ajouté: «Est-ce que c'est possible de rendre meilleur notre système? La réponse sera toujours oui à ça, peu importe le jour où vous me posez la question. La réponse sera toujours oui.»

Québec a déjà annoncé une bonification de 118 millions de dollars des prêts et bourses d'ici à 2017-2018. Line Beauchamp s'est contentée de rappeler cette mesure lorsqu'on lui a demandé de commenter la mince ouverture du premier ministre. Son cabinet et celui du premier ministre refusent d'écarter une révision du total de 118 millions.

Réunie en assemblée le 18 mars, la Commission-

Jeunesse du Parti libéral du Québec a réitéré son appui à la hausse des droits de scolarité.

«Est-ce que c'est possible de rendre meilleur notre système? La réponse sera toujours oui à ça, peu importe le jour où vous me posez la question.»

Mais elle a également demandé au gouvernement — et c'est moins connu — d'instaurer un programme de remboursement proportionnel au revenu, une position qu'elle défend depuis 2008. Sa présidente, Maripier Isabelle, en a d'ailleurs fait la promotion sur les médias sociaux hier. Les cabinets de M. Charest et de Mme Beauchamp n'ont pas voulu mettre cette idée de côté.

La mince ouverture de Jean Charest est «une bonne

nouvelle», mais les étudiants et cégepiens veulent «plus que ça», a réagi le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin. Selon sa collègue de la Fédération étudiante universitaire, Martine Desjardins, «ça pourrait être bien de bonifier le régime de prêts et bourses, mais avant d'en arriver là, il faut geler les frais de scolarité».

Lors de sa conférence de presse, Jean Charest a voulu rappeler «avec beaucoup d'insistance» que la hausse des droits de scolarité a fait l'objet de débats «sur une bonne période de temps» et que sa décision a été «longuement mûrie». «On est toujours à l'écoute des étudiants, et on est sensible à ce qu'ils expriment. Cela étant dit, le choix que nous faisons est pour l'avenir du Québec, pour avoir un système d'éducation post-secondaire de calibre mondial», a-t-il soutenu. Il a rappelé que, à terme, les étudiants paieront 17% des coûts de leur formation. «Ce n'est pas une ligne dure. C'est une position raisonnable, qui demande à tous de faire un effort.» (La Presse)



LA PRESSE CANADIENNE

En conférence de presse portant sur le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain à Québec, Jean Charest a rappelé que, à terme, les étudiants paieront 17% des coûts de leur formation: «Ce n'est pas une ligne dure. C'est une position raisonnable, qui demande à tous de faire un effort.»

## Drummondville toujours en grève

DRUMMONDVILLE — Vingt-quatre heures après avoir mené une deuxième manifestation majeure dans les rues drummondvilloises afin de protester contre la hausse des droits de scolarité, les étudiants du Cégep de Drummondville ont voté pour une semaine supplémentaire de grève, hier après-midi, en assemblée générale.

Quelque 520 personnes,

soit 56%, ont voté pour la continuation du mandat de grève, alors que 395 se sont prononcés contre. Au total, 926 étudiants ont exercé leur droit de vote, ce qui représente un taux de 43%. On compte 11 abstentions.

Bien qu'aucune activité ponctuelle ne soit prévue pour l'instant, les étudiants de Drummondville se sont donnés comme mandat d'être

plus visibles au cours des prochains jours afin que la population soit mieux informée sur les enjeux qui les préoccupent.

Les étudiants amorceront une cinquième semaine de grève au moment du prochain vote prévu pour le 4 avril. Une nouvelle prolongation du conflit obligerait les étudiants à terminer leur session aux alentours de la Pête nationale.

— Yanick Poisson



LA TRIBUNE, RENE-CHARLES QUIRION

Le mouvement citoyen de l'Estrie contre la hausse a revêtu le cénatrophe de rouge et sensibilisé les automobilistes à leur action, au centre-ville de Sherbrooke.

## L'Estrie contre la hausse ne fléchit pas

RENE-CHARLES QUIRION

rene-charles.quirion@atribune.qc.ca

SHERBROOKE — Le mouvement citoyen de l'Estrie contre la hausse a pris d'assaut le centre-ville de Sherbrooke hier matin.

Armés de slogans, de pancartes, de sourires et de chansons, les étudiants, professeurs et acteurs des milieux communautaires, syndicaux et culturels ont répondu au mot d'ordre de «Des carrés' ta ville!».

Ils ont vêtu le cénatrophe de rouge et sensibilisé les automobilistes à leur action de dénoncer la hausse des frais de scolarité pendant une trentaine de minutes. Régulièrement, les automobilistes leur répondaient par des coups de klaxon d'appui à la cause pendant que les manifestants scandaient «Crions plus fort, pour que personne ne nous ignore!!!».

«Nous vivons un problème démocratique réel. Le temps est au dialogue et à Jean Charest de débattre. Il est temps d'écouter la population. Il faut que le gouvernement sorte de son mutisme. Notre mouvement reçoit des appuis de tous les milieux», explique le porte-parole de l'Estrie contre la hausse et professeur au Cégep de Sherbrooke, Nicolas Beaudoin.

Cette opération de visibilité au centre-ville de Sherbrooke n'est qu'une mesure parmi une série qui se déroulera au cours des prochains jours. Une discussion publique doit d'ailleurs se dérouler ce soir à la Brûlerie de café de Sherbrooke.

«C'est certain que nous allons être là lors des autres manifestations qui se dérouleront dans les prochaines semaines», assure M. Beaudoin.

«Nous voulons démontrer aux étudiants qu'ils ne sont pas seuls. Le mouvement se

poursuit. L'éducation concerne toute la société. Ça doit être une priorité», ajoute une professeure de philosophie au Cégep de Sherbrooke, Véronique Grenier.

Candidat de Québec solidaire dans Sherbrooke, mais surtout acteur du milieu communautaire à Sherbrooke, Christian Bibeau faisait partie de cette manifestation.

«Les hausses touchent aussi le transport collectif et les tarifs d'électricité. Les étudiants portent ce mouvement qui s'oppose à ces hausses qui touchent des secteurs aussi fondamentaux que l'éducation et la santé», indique M. Bibeau.

Étudiante au Cégep de Sherbrooke, Marieève Bégin soutient redoubler d'ardeur à la suite de la manifestation du 22 mars dernier à Montréal.

«Nous tenons à notre point de vue. Je suis sûre que nous ne perdrons pas notre session. Il faut continuer de manifester contre la hausse des frais de scolarité», estime Marieève Bégin.

Professeur de français au Cégep de Sherbrooke, Manon Poulin est d'avis que des arrangements sont possibles pour que les étudiants puissent terminer leur session.

«Cette peur de perdre la session est amplifiée par les médias. En 2005, la grève avait duré de cinq à huit semaines dans certains cas et les étudiants n'avaient pas perdu leur session. C'est certain que la prolongation de la session aura des impacts sur les emplois d'été, mais à long terme c'est peu cher payé. Nous avons encore la possibilité de terminer la session, mais c'est maintenant au gouvernement de répondre au lieu de rester dans le silence», estime Manon Poulin.